

Monsieur Le Président de la République,

Pour que la Turquie intègre l'Europe vous lui demandez de reconnaître le génocide arménien. Quelle que soit la décision que prendront les français, vous avez raison car il s'agit là d'un préalable !

Pourtant en me penchant tout d'abord sur un sentiment et sur quelques dates de l'histoire de France, je me demande s'il n'y a pas un autre plus près de nous et tellement silencieux. Je pense au peuple Guadeloupéen.

1802 : Napoléon rétablit l'esclavage, retour au Code noir.

Génocide par déshumanisation.

1962 : Le BUMIDOM

Génocide par déportation, ou pour être moins polémique, par exil forcé.

1967 : Les forces de l'ordre tirent sur la foule

Génocide par la terreur.

1976 : « Éruption » de la Soufrière, déportation de quelques 7 000 personnes de la Basse-Terre, malgré l'avis de M. Tazieff, remplacé par un autre volcanologue aux thèses catastrophiques.

Génocide par aliénation.

2003 : Réforme constitutionnelle : le peuple Guadeloupéen est rayé.

Génocide légaliste.

2004 : Quelques 250 immigrés clandestins entrent chaque mois en Guadeloupe.

Génocide par substitution.

Bien sûr, il est dit que tout cela est fait ou se fait dans l'intérêt de la Guadeloupe, mais quelle Guadeloupe ?

La question est : qu'en est-il des Guadeloupéens ?

Qu'en est-il de ce peuple né du forceps de l'esclavage et qui malgré ces dates rappelées ci-dessus existe encore ?

Monsieur Le Président, je ne veux pas croire que vous vous voulez prendre ce rôle devant l'histoire

Monsieur Le Président, je ne veux pas croire que ce qui est bien pour les Arméniens ne l'est pas pour les Guadeloupéens.

Monsieur Le Président, ce n'est pas parce que les Turcs resteront turcs qu'ils ne pourront pas intégrer l'Europe ! N'en déplaise aux cassandres qui ont prédit un avenir apocalyptique à la Guadeloupe pour justifier ce qui a été rappelé plus haut, je vous serai extrêmement reconnaissant de bien vouloir demander, lors de la révision constitutionnelle de cette année, l'inscription de la notion de peuple Guadeloupéen.

Comme vous le savez le représentant de la Guadeloupe s'est élevé contre cette suppression.

Ce n'est pas parce que nous sommes un peuple, et non pas une population comme les cafards ou les chiens ou que sais-je encore... que nous ne pouvons pas faire partie de la République Française.

Monsieur Le Président, vous avez souhaité la bonne année, quelle meilleure si, grâce à vous, ces peuples retrouvent leurs existences et leurs dignités.

Veillez agréer, Monsieur Le Président, l'expression de mon respect.